

ÉDITO



PAR JULIE CUTILLAS
VICE-PRÉSIDENTE
DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

12

millions. C'est le nombre de personnes qui, en France, souffrent de précarité énergétique. Qui n'arrivent pas à maintenir une température acceptable dans leur logement et se retrouvent à devoir choisir entre se chauffer ou se nourrir. Si le dérèglement climatique a repoussé de quelques semaines la baisse des températures et l'allumage des chauffages, on le sait, les mois à venir et les prix qui enflent, promettent toujours plus d'injustices pour les plus précaires. Alors que les discours sont à l'économie d'énergie, le compte n'y est pas sur les grands chantiers de la rénovation des logements. Pas plus que du côté de la transition énergétique. Les 55 milliards investis par BNP Paribas dans les énergies fossiles sur les 6 dernières années en sont la preuve. Or, pour espérer limiter le réchauffement global à +1,5°C, nous ne pouvons plus exploiter de nouveaux gisements fossiles. Et c'est pourquoi, aux côtés d'Oxfam France et Notre Affaire à Tous, nous avons lancé l'Affaire BNP en mettant en demeure BNP Paribas pour non-respect de son devoir de vigilance en matière climatique. Nous pouvons mettre un terme à cette folie climaticide. Et vous pouvez nous aider en signant notre pétition. Vous, qui, toujours plus nombreuses et nombreux, nous renouvez votre confiance en agissant, en adhérant, en soutenant les Amis de la Terre. Encore merci. C'est grâce à vous que nous avançons. ■

EN CHIFFRES

35

C'est le nombre de personnes présentes les 19 et 20 novembre à Toulouse, lors du week-end de coordination nationale des groupes locaux des Amis de la Terre.

700 000

C'est le nombre de logements qu'il faudrait rénover chaque année en France, pour venir à bout de la précarité énergétique.

30 000

C'est le nombre de personnes ayant déjà rejoint l'Affaire BNP, moins de 24h après l'annonce de la mise en demeure de la banque la plus polluante de France.

PAR MARION CUBIZOLLES / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

COP27

PAS DE JUSTICE CLIMATIQUE SANS SOCIÉTÉ CIVILE LIBRE

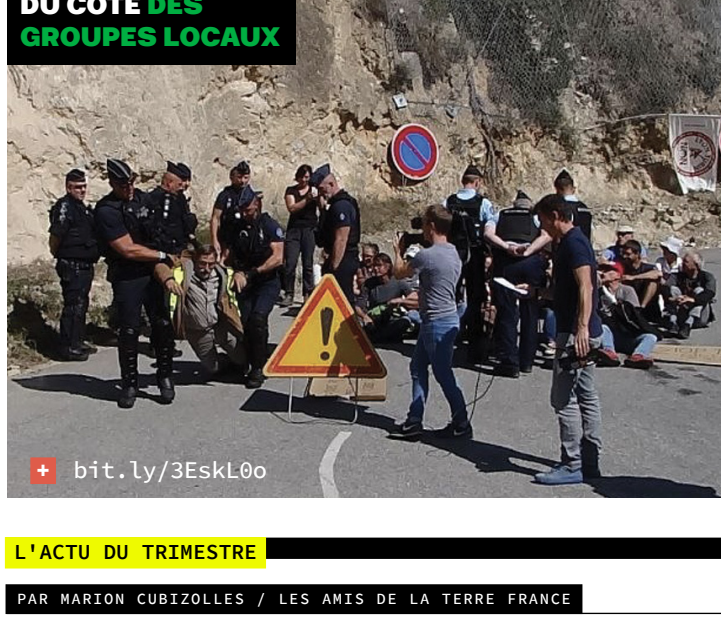


Cette année, la COP 27 s'est déroulée à Charm el-Cheikh, en Égypte. Une ligne rouge a été franchie avec l'organisation de cette COP dans un régime désigné par les organisations de défense des droits humains comme l'un des plus répressifs au monde. 60 000 prisonniers politiques sont emprisonnés en Égypte, où la torture est pratiquée. Ce sommet va bien au-delà des échecs précédents, puisqu'il a participé au greenwashing d'un État policier.

Alors que les COP climat successives ont échoué à aboutir à des engagements contraignants, cette COP 27 devait se pencher sur les « pertes et dommages » : l'espoir que les pays riches et polluants paient leur dû aux pays en première ligne des effets du dérèglement climatique. Mais impossible d'instaurer la justice climatique là où les droits humains ne sont pas respectés.

La répression gouvernementale a contraint tout un pan de la société civile égyptienne, notamment celles et ceux qui travaillent sur les questions environnementales et de droits humains, à quitter le pays ou à dissimuler leur activisme. Elle a créé un climat de peur généralisée : intimidations, arrestations et difficultés à voyager. Face à cela, les gouvernements impliqués dans les négociations n'ont pas réagi. Il ne peut y avoir de réponse efficace à la crise climatique sans respect de la liberté d'expression et des droits humains. ■

DU CÔTÉ DES GROUPE LOCAUX



bit.ly/3EskLo

PAR PATRICK BASTIEN / LES AMIS DE LA TERRE SAVOIE

LE TUNNEL LYON-TURIN, un projet écoloide et inutile



Le 24 août, en pleines restrictions d'eau, des habitants barrent la route aux camions de béton du chantier préparatoire du futur tunnel. Ils ne supportent plus ces travaux qui siphonnent la montagne de 150 litres par seconde dans la rivière. Cela préfigure la suite : 200 km de tunnels, des millions de mètres cubes de déblais à extraire, transporter et stocker, destruction d'espaces naturels et agricoles, épuise-

ment de la ressource en eau... Il y a 30 ans, des prévisions fantaisistes annonçaient la saturation de la voie ferrée. En 2022, elle n'est utilisée qu'à 20% et le trafic de camions est identique à 1992. Le Lyon-Turin, c'est 30 milliards d'euros, 30 ans de travaux (dont les 3/4 ont lieu en France), un prétexte à ne pas mettre les marchandises sur les trains dès maintenant. La ligne existante renouée permet le report d'un million de camions. Attendre 30 ans, c'est continuer de polluer, mettre la santé des populations en danger et accélérer les changements climatiques. Les villes de Turin, Lyon et Grenoble se retirent du financement, de nouveaux élus contestent au Parlement. Arrêtons le massacre, il est encore temps ! Seules des galeries de reconnaissance ont été réalisées. Les travaux définitifs ne sont ni engagés, ni budgétés. ■

L'ACTU DU TRIMESTRE

PAR MARION CUBIZOLLES / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

ENSEMBLE, FAISONS CONDAMNER BNP PARIBAS LA BANQUE FRANÇAISE LA PLUS POLLUANTE !

ET SI ENSEMBLE, NOUS POUVIONS FAIRE CONDAMNER LA BANQUE LA PLUS POLLUANTE DE FRANCE DEVANT LA JUSTICE ? ON VOUS EXPLIQUE LES COULISSES DE NOTRE NOUVELLE CAMPAGNE : L'AFFAIRE BNP.

Aux Amis de la Terre France, notre grosse actualité ce trimestre était le lancement d'une grande action en justice inédite, préparée dans l'ombre depuis plusieurs mois. Cela fait des années que dans le cadre de la campagne sur les financements privés aux énergies fossiles, nous alertons sur la lourde responsabilité des acteurs financiers dans la crise climatique. Le 26 octobre, avec Notre Affaire à Tous et Oxfam France, nous sommes passés à l'action en mettant en demeure BNP Paribas, la banque la plus polluante de France, pour la contraindre à stopper ses financements aux nouveaux projets d'énergies fossiles.

BNP PARIBAS FINANCE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

En cause, ses soutiens financiers massifs aux entreprises pétro-gazières qui développent des bombes climatiques aux quatre coins du monde. Nous n'avons pas choisi BNP Paribas par hasard. La banque au logo vert est le premier financeur mondial de 8 géants du pétrole et du gaz (dont Total), mais

elle est aussi le plus gros financeur européen du développement des énergies fossiles - elle y a consacré 55 milliards de dollars entre 2016 et 2021. Les scientifiques du climat sont pourtant clairs : aucun nouveau projet d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) ne doit voir le jour si nous voulons espérer limiter le réchauffement global à +1,5 °C.

UNE ACTION EN JUSTICE INÉDITE

Nous mettons BNP Paribas en demeure pour manquement à son devoir de vigilance en matière climatique, car la banque n'a pas de plan solide d'identification, d'atténuation ni de prévention des risques que ses activités font peser sur l'environnement et les droits humains. S'il existe déjà plusieurs actions en justice dans le cadre de cette loi (et notamment celle dénonçant les impacts des projets EACOP et Tilenga en Ouganda et en Tanzanie), cette mise en demeure est inédite car il s'agit du premier contentieux climatique mettant un acteur financier face à son obligation de vigilance en lui demandant notamment

l'arrêt immédiat de ses soutiens aux nouveaux projets pétroliers et gaziers, particulièrement néfastes pour le climat.

BNP Paribas a trois mois pour se mettre en conformité avec la loi et cesser de financer de nouveaux projets d'énergies fossiles, mais aussi pour adopter un plan de sortie du pétrole et du gaz. Si cela n'est pas fait pendant ces trois mois, nos trois ONGs se tourneront vers le juge en assignant BNP Paribas en justice. Rendez-vous en février 2023 !

COMMENT AGIR ?

Il est urgent que les acteurs financiers redirigent leurs capitaux vers d'autres secteurs d'activités, et notamment les énergies renouvelables. Des années de dialogue avec les banques et le gouvernement ont montré que seules la contrainte et la pression de la société civile porteront leurs fruits. Si nous réussissons à mettre au pas la banque la plus polluante de France, l'impact pourrait être majeur sur le reste du secteur financier. ■



Pour donner encore plus d'ampleur et d'écho à cette action, signez-la pétition : [affaire-bnp.fr](https://www.affaire-bnp.fr)

Si vous souhaitez aller plus loin et agir à votre échelle pour que votre banque soit en accord avec vos valeurs, le guide *Choisis ta banque* est fait pour vous ! bit.ly/3GStxib

LE DOSSIER

Dans les coulisses de la campagne finances publiques

LE SAVIEZ-VOUS ?

Via le mécanisme des garanties à l'export, la France a accordé plus de 9 milliards d'euros à des projets de pétrole et de gaz entre 2009 et 2019 !

La France ne soutiendra plus de projets d'énergies fossiles à l'étranger !



Il y a trois ans, aux Amis de la Terre, nous lançons une nouvelle campagne visant à lutter contre les soutiens publics aux nouveaux projets d'énergies fossiles. En effet, à travers un mécanisme au nom obscur de « garanties à l'export », l'État français peut indirectement soutenir financièrement des projets pétroliers et gaziers. En se posant comme assureur d'entreprises françaises auprès des banques privées, l'État facilite l'obtention de prêts pour les entreprises de l'industrie fossile lorsqu'elles développent des projets à l'étranger. Pensé comme un « coup de pouce » de l'État à l'économie du pays, ce mécanisme est en réalité une aberration écologique, lorsque l'on connaît l'urgence à stopper net tout nouveau projet d'énergies fossiles, qui émettent des quantités astronomiques de gaz à effet de serre. Méconnues du public, les garanties à l'export ont ouvert la voie à 9 milliards d'euros d'argent public octroyés à des projets de pétrole et de gaz (en Arctique russe ou au Mozambique par exemple) entre 2009 et 2019. En d'autres mots, le contribuable prend en charge le risque de ces projets, et permet aux entreprises d'alimenter et aggraver la crise climatique.

Grâce à un intense travail d'enquête, de sensibilisation et de pression auprès du gouvernement et des députés,

nous avons enfin obtenu que la fin des soutiens publics aux projets d'énergies fossiles soit intégrée au projet de loi de finance 2023 et effective dès janvier prochain. Une avancée de taille pour l'environnement et le climat ! Fortes de cette belle victoire, nous ne nous en contentons pas. En effet, la mesure ne concerne pas les projets de centrales électriques à base de gaz ou de fioul, des technologies pourtant tout aussi néfastes pour le climat et à contre-courant de la nécessaire transition énergétique. Nous avons déjà redoublé d'efforts pour faire en sorte que la loi aille encore plus loin et que l'État ne soutienne plus aucun projet d'énergies fossiles, sans exception. Il est également nécessaire de mettre fin à ces garanties à l'export dans tous les pays : nous y travaillons avec la fédération internationale des Amis de la Terre.

Même si nous restons mobilisés, cette victoire est déjà la preuve que nos efforts portent leurs fruits. Cette campagne acharnée n'aurait pas pu voir le jour sans votre soutien, et cette victoire est aussi la vôtre, alors un grand merci à vous ! ■

PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

La France ne soutiendra plus de projets d'énergies fossiles à l'étranger !



UNE SEMAINE AVEC...

LUNDI

MATIN

Rendez-vous de plaidoyer au Ministère des Finances pour échanger avec les conseiller-es du ministre sur le sujet des garanties à l'export et les convaincre de la nécessité de la fin des soutiens publics aux projets pétroliers et gaziers.

APRÈS-MIDI

Recherches d'informations et rapport, en vue de la rédaction d'un fond d'enquête sur la politique gazière française.

MARDI

Journée de travail sur le site de Grandpuits avec les travailleurs de la raffinerie, pour recueillir leurs besoins, réfléchir collectivement à la transition du secteur pétrolier et esquisser des possibilités de reconversion dans des secteurs compatibles avec une transition écologique et socialement soutenable.

MERCREDI

Journée à l'OCDE, dans le cadre d'un forum de consultation de la société civile sur les garanties à l'export. L'objectif : parvenir à un accord international sur la fin des garanties à l'export à toutes les énergies fossiles. La France étant un tout petit pion sur l'échiquier du système financier mondial, il est impératif de créer un effet domino pour que l'ensemble des pays arrête de soutenir le secteur des énergies fossiles.

JEUDI

MATIN

Réunion avec le collectif local qui se bat contre le projet de construction d'un terminal gazier flottant au large du Havre. Le projet, présenté comme une solution pour répondre à court terme à la crise énergétique causée par la guerre en Ukraine, est en réalité un pas de plus dans notre dépendance aux énergies fossiles. Opéré par Total, le projet vise à importer du gaz naturel

APRÈS-MIDI

Réunion stratégique avec les Amis de la Terre États-Unis, les Amis de la Terre Pays-Bas, les Amis de la Terre Royaume-Uni et les Amis de la Terre Mozambique, au sujet des garanties à l'export. Nous nous coordonnons avec les autres groupes membres de la fédération internationale des Amis de la Terre, afin de faire cesser les soutiens financiers de nos pays respectifs aux projets gaziers au Mozambique, et ainsi mettre un terme à l'aggravation des conflits sur place.

APRÈS-MIDI

Réunion stratégique avec les Amis de la Terre États-Unis, les Amis de la Terre Pays-Bas, les Amis de la Terre Royaume-Uni et les Amis de la Terre Mozambique, au sujet des garanties à l'export. Nous nous coordonnons avec les autres groupes membres de la fédération internationale des Amis de la Terre, afin de faire cesser les soutiens financiers de nos pays respectifs aux projets gaziers au Mozambique, et ainsi mettre un terme à l'aggravation des conflits sur place.

APRÈS-MIDI

Audition à l'Assemblée nationale, pour que les Amis de la Terre France soient entendus dans le cadre de la rédaction du projet de loi sur le projet de terminal gazier au Havre.

APRÈS-MIDI

Réunion stratégique avec les Amis de la Terre États-Unis, les Amis de la Terre Pays-Bas, les Amis de la Terre Royaume-Uni et les Amis de la Terre Mozambique, au sujet des garanties à l'export. Nous nous coordonnons avec les autres groupes membres de la fédération internationale des Amis de la Terre, afin de faire cesser les soutiens financiers de nos pays respectifs aux projets gaziers au Mozambique, et ainsi mettre un terme à l'aggravation des conflits sur place.

DOSSIER

INTERVIEW PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

3 questions à Andreas Rüdinger



COORDINATEUR TRANSITION ÉNERGÉTIQUE FRANCE À L'IDDRI (INSTITUT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES)

À L'IDDRI, COMMENT ANALYSEZ-VOUS LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ACTUELLE ?

Cette crise est là pour durer. La guerre en Ukraine n'a fait qu'intensifier des tensions déjà présentes sur le marché de l'énergie depuis le Covid. Aujourd'hui, nous savons que les prix du gaz et de l'électricité vont rester bien plus élevés que par le passé.

QUEL REGARD PORTES-TU SUR LE BOUCHIER TARIFAIRE ?

Le bouchier tarifaire, mis en place depuis octobre 2021, a été conçu comme un absorbeur de chocs conjoncturels à court-terme. Coûtant entre 30 et 45 milliards d'euros par an à l'État, c'est une subvention massive au secteur

des énergies fossiles, dans une logique allant à contre-courant de la transition. Cet argent qui est mis dans le bouchier tarifaire est de l'argent qui n'est pas mis dans les énergies renouvelables. Le bouchier tarifaire à la française agit comme une perfusion d'énergies fossiles auprès des ménages français, il crée l'illusion que nous pouvons consommer toujours autant. Par ailleurs, il y a un sérieux défaut de justice sociale qui se cache derrière le bouchier tarifaire : les 10 % des Français les plus riches consomment deux fois moins d'énergie que les 10 % les plus riches, donc ils reçoivent moins d'aides de l'État. En préférant l'égalité à l'équité, l'État fait fi des besoins réels des ménages et des enjeux de précarité énergétique.

QUELLES PISTES DÉFENSES-TU POUR FAIRE FACE À LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ?

À l'IDDRI, nous défendons l'idée que pour 1 € mis sur l'État pour le bouchier tarifaire, 1 € supplémentaire devrait être mis pour accélérer la transition. En effet, pour lutter contre le changement climatique, l'État devrait injecter entre 20 et 30 milliards d'euros supplémentaires chaque année. Cet argent financerait la rénovation thermique des bâtiments, ou encore des primes à l'auto-consommation. Si les objectifs de rénovation énergétique pris lors du Grenelle de l'environnement de 2008 avaient été respectés, la France ne serait plus dépendante du gaz russe depuis 2020 ! ■

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES

NégaWatt propose des pistes concrètes pour réduire sa consommation d'énergie



EN BREF

DU CÔTÉ DE LA RÉSISTANCE



PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

PAR CHARLES DE LACOMBE / MEMBRE DU CONSEIL FÉDÉRAL DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

LA BAINE

LE COURRIER DE LA BAINE N°210 / DÉCEMBRE 2022

N° CPPAP 0419 G 86222 / ISSN 1969 9212

Les Amis de la Terre • 01 48 51 32 22

MUNDO-M, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil

france@lesamisdelaterre.org

www.amisdelaterre.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Khaled Gajji, Président des Amis de la Terre France

DÉFACTEURS ET PRÉSIDENTES

Julia Cutillas, vice-présidente des Amis de la Terre France ; Marion Cubizolles, des Amis de la Terre Savoie ; Julia Orain, des Amis de la Terre France ; Charles de Lacombe, membre

du conseil fédéral des Amis de la Terre France.

COORDINATION DE LA PUBLICATION

Julia Orain • 01 48 51 32 22

julia.orain@amisdelaterre.org

GRAPHISME ET MAQUETTE

Zelda Mauger

mauger.zelda@gmail.com

IMPRESSION

Nautilus Classic blanc FSC Recycled 100% 100 g/m²

STIPA • stipa.fr

ROUTAGE

Presse-Pluriel • contact@pressepluriel.fr

Oui, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

FAIRE UN DON

Les Amis de la Terre France